



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille onze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
7 DECEMBRE 2011, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	6
Nombre de Conseillers présents	:	20
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	1 ^{er} Décembre 2011
Date d'affichage du compte-rendu	:	12 Décembre 2011

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVÉE, M. Loïc PETITPAS, Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

Absents excusés : M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Magali TREMORIN,

Absents non excusés : M. Bruno TREMAUDAN, Mme Roselyne MARCHAND, M. Johan THEURET

Pouvoirs : M. HIGNARD à Mme DAUCE ; Mme QUEVERT à Mme GIROUX ; Mme HUET à Mme GINGAT ; M. LARCHER à M. LEBRET ; Mme CHAMPAGNAY à M. BADIGNON ; Mme TREMORIN à M. LE BESCO

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Maryline LEFOUL, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'ordre du jour

- 11-189) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - 11-190) Acquisition d'un terrain bâti auprès de la SNCF – Maison du garde-barrière – Avenue de la Libération
 - 11-191) Création d'une salle de sport – Consultation de maîtrise d'œuvre
 - 11-192) Création d'une salle de sport – Consultation de maîtrise d'œuvre – concours restreint – constitution du jury
 - 11-193) Création d'une salle de sport – Consultation de maîtrise d'œuvre – concours restreint – constitution de la commission technique
 - 11-194) Renouvellement des contrats d'assurance
 - 11-195) Modification du Plan Local d'Urbanisme – Indemnité versée au commissaire-enquêteur – M. BOUGERIE
 - 11-196) Modification et révisions simplifiées du Plan Local d'Urbanisme – Indemnité versée au commissaire-enquêteur – M. COULON
 - 11-197) Contribution financière pour une extension du réseau public de distribution d'électricité au lieu-dit « La Magdeleine »
 - 11-198) Extension de l'école maternelle Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR)
 - 11-199) Tarifs municipaux – Année 2012
 - 11-200) Travaux de construction d'une Maison de l'Enfance – Avenants
 - 11-201) Receveur Municipal – Indemnité de conseil – Année 2011
 - 11-202) Travaux divers – Décision modificative n° 2
 - 11-203) Site de la Gentière
 - 11-204) Budget Primitif 2012 – Accueil Petite Enfance
 - 11-205) Contrat Enfance Jeunesse - Avenant
 - 11-206) Cessions de parcelles situées au lieu-dit « La Haye » entre la Ville de Combourg et M. Pierrick DESCLOS
 - 11-207) Répartition du produit des recettes des amendes de police – Dotation 2011 – Programme 2012
 - 11-208) Tarifs du service de l'eau – Exercice 2012
 - 11-209) Tarifs du service de l'assainissement – Exercice 2012
 - 11-210) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
 - 11-211) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
-

11-189) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Maryline LEFOUL, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 9 Novembre 2011 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

11-190) ACQUISITION D'UN TERRAIN BATI AUPRES DE LA SNCF – MAISON DU GARDE-BARRIERE – AVENUE DE LA LIBERATION

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal ses décisions prises dans le cadre de la modernisation du pôle ferroviaire, notamment celles prises au cours de l'année 2011 :

- Le 9 Février 2011, le Conseil Municipal a décidé de retenir le Cabinet « Atelier du Marais » de Fougères pour assurer la maîtrise d'œuvre de la modernisation du pôle ferroviaire
- Le 5 Juillet 2011, le Conseil Municipal a approuvé l'avant-projet définitif de l'opération
- Le 9 Novembre 2011, le Conseil Municipal a approuvé le programme de travaux et validé le Dossier de Consultation des Entreprises.

Parmi les enjeux de cette opération menée en partenariat avec la Région Bretagne, la Communauté de Communes Bretagne Romantique, SNCF et RFF, ceux concernant la maîtrise foncière de ce secteur ainsi que le dimensionnement des espaces publics ont été particulièrement mis en avant.

Aussi, la SNCF ayant fait connaître son intention de vendre l'ancienne maison du garde-barrière, située Avenue de la Libération, cadastrée section AI n° 421, la Municipalité a manifesté son intérêt pour cette propriété située dans le périmètre de l'opération du pôle ferroviaire.

Les conditions de vente de cet immeuble ont été définies à partir de l'estimation domaniale sollicitée par la SNCF. Elles ont fait l'objet de négociations pour aboutir à la proposition suivante :

- Superficie du terrain : 662 m² environ comprenant une maison d'habitation
- Prix de vente : 76 500 € net vendeur

- Frais d'actes et de géomètre à charge de l'acquéreur (étant précisé que le notaire et le géomètre seront désignés par le vendeur)
- Edification d'une clôture aux frais de l'acquéreur dans le délai de 6 mois à compter de la signature de l'acte de vente

Il est précisé que cette acquisition fera l'objet d'une inscription au budget primitif 2012.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal l'acquisition de cet ensemble immobilier aux conditions proposées.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions et DONNE POUVOIR au Maire pour signer tous actes et pièces liés à cette transaction.

11-191) CREATION D'UNE SALLE DE SPORT – CONSULTATION DE MAITRISE D'ŒUVRE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur le Maire rappelle que, par délibération en date du 11 Mai 2011 le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet Pré-program de Rennes pour une mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) dans le cadre de la création d'une salle de sports.

Les missions demandées sont les suivantes :

- Etude de faisabilité de l'opération sur les secteurs pressentis, après recueil des données.
- Elaboration du programme de l'opération.
 - Réunions avec les usagers, exploitants et groupe de travail municipal.
 - Définition de l'enveloppe prévisionnelle.
 - Détermination du mode de procédure (adaptée, formalisée, concours...)
- Dossier de consultation du maître d'œuvre :
 - Rédaction du cahier des charges de l'étude.
 - Rédaction du règlement de mise en concurrence.
- Assistance et suivi de la procédure :
 - Mesures de publicité
 - Commission et jury.
 - Rapport d'analyse des candidatures.
 - Rapport d'analyse des offres.
 - Négociation et mise au point du marché.
 - Rapport de présentation du marché.

Dans le cadre de l'étude de faisabilité et après validation des différents utilisateurs, il a été retenu les espaces suivants :

Désignation	Surface Utile En m²	Observations
A- Activité Basket		
Terrain	768	Espace de compétition comprenant l'espace de jeu réglementaire de 28*15 + 2 terrains d'entraînement latéraux 22*13 soit une aire de 32 x 24 comprenant une hauteur sous plafond de 7 m
Gradins	150	Capacités 200 places
Rangements	30	
Bureau	12	
Vestiaires	48	Soit 2*24m², capacités de 18 places par vestiaire soit 36 places totales
Douches	30	Soit 2*15m², 8 pommes de douches dont 1 cabine PMR
Sanitaires	16	Soit 2*8m², 1 blocs femmes (2 sanitaires) et 1 blocs hommes (1 sanitaire + 2 urinoirs)
Vestiaires Arbitres/enseignants	14	Soit 2*7m², capacités de 2 places par vestiaire soit 4 places
Douche – sanitaires Arbitres/enseignants	14	Soit 2*7m², 1 douche et 1 sanitaire par bloc
Total Basket	1082	
B- Activité Karaté		
Salle	225	Gabarit de 15*15, avec une aire de combat de 8*8, et zone de sécurité périphérique de 2m comprenant une hauteur sous plafond de 3.50 m
Zone dédié au public	50	Accueil des parents lors des entraînements sans place assise Possibilité d'accueil des compétitions dans la salle basket en tirant profit des gradins
Rangement	15	Avec accès direct depuis la salle
Bureau	12	Avec vue sur le tatami
Vestiaires	30	Soit 2*15m², capacités de 12 places par vestiaire soit 24 places totales
Douches	18	Soit 2*9m², 5 pommes de douches dont 1 cabine PMR
Sanitaires	16	Soit 2*8m², 1 blocs femmes (2 sanitaires) et 1 blocs hommes (1 sanitaire + 2 urinoirs)
Total Karaté	366	
C- Activité Judo		
Salle	225	Gabarit de 15*15, avec une aire de combat de 8*8, et zone de sécurité périphérique de 2m comprenant une hauteur sous plafond de 3.50 m
Zone dédié au public	50	Accueil des parents lors des entraînements sans place assise Possibilité d'accueil des compétitions dans la salle basket en tirant profit des gradins
Rangement	15	Avec accès direct depuis la salle
Bureau	12	Avec vue sur le tatami
Vestiaires	30	Soit 2*15m², capacités de 12 places par vestiaire soit 24 places totales
Douches	18	Soit 2*9m², 5 pommes de douches dont 1 cabine PMR
Sanitaires	16	Soit 2*8m², 1 blocs femmes (2 sanitaires) et 1 blocs hommes (1 sanitaire + 2 urinoirs)
Total Karaté	366	

D- Locaux communs		
Hall	88	Intégrant la possibilité de réunion et de billetterie
Local soin/infirmier	10	Accès aisé pour un brancard
Sanitaires publics	24	Hommes/femmes y compris PMR
Locaux techniques	116	Chaufferie, ventilation, électricité, poubelles, entretien
Dégagements divers	106	
Total Locaux communs	344	
TOTAL DE LA STRUCTURE	2158	Soit environ 2200 m ² de bâtiment

Il est rappelé au Conseil Municipal que le site d'implantation pressenti de la structure se situe à proximité des terrains de tennis, Avenue de Waldmünchen, sur une zone classée UL (Loisirs) au PLU (Plan Local d'Urbanisme) impactant une partie du camping. L'étude de faisabilité a mis en exergue la capacité du site à accueillir un tel équipement selon différents schémas d'implantation. Suite à différents scénarii, et en accord avec les utilisateurs, il a été décidé de retenir l'implantation sur site suivante :

L'accès principal (accueil du public) est positionné au Sud de l'équipement. On y accède prioritairement depuis le nouvel accès créé à proximité des terrains de tennis, desservant ainsi une soixantaine de places de stationnement et le pôle tennis.

L'accès existant, au Sud de l'emprise, est conservé, ainsi que le parking associé.

L'équipement dispose de plusieurs points d'accès :

- Une entrée principale, au sud, précédée d'un parvis qui dessert depuis le hall l'ensemble du bâtiment.
- Des accès sportifs différenciés
- Des issues de secours et techniques.

Depuis le hall, on peut rejoindre les 2 salles d'arts martiaux ou se diriger vers les gradins. La salle basket et ses vestiaires est quant à elle légèrement encaissée, ce qui permet d'offrir une vue dégagée pour l'ensemble des gradins, sur la surface de jeu. Chaque salle possède ses vestiaires et sanitaires associés.

Au regard de l'emprise disponible, mais aussi dans un souci d'efficacité bioclimatique et énergétique, il est attendu un bâtiment compact, au sein duquel les surfaces de circulation seront limitées à leur strict minimum.

Au regard de la topographie du terrain, l'équipement déploiera l'ensemble de ses locaux sur un seul niveau, avec la possibilité d'un léger encaissement de la salle de basket.

Ce nouvel équipement aura une double vocation de structure d'entraînement et de lieu de compétition, mais également d'accueil sportif et scolaire.

L'estimation budgétaire prévisionnelle suivante (valeur juin 2011), est effectuée sur la base de ratios et de provisions et permet d'évaluer l'importance des travaux et des études.

Cette estimation ne prend pas en compte les équipements mobiliers, le recours éventuel aux énergies renouvelables, les actualisations et révisions et les contraintes de sols particulières.

Désignation	Coût HT
Coût travaux	
Construction neuve Ratio moyen d'environ 1215 € HT / m²	2 622 000
Aménagement des espaces extérieurs	130 000
Coût des travaux	2 752 000 € HT
Coût dépenses annexes	
Honoraires AMO	17 560
Etudes complémentaires (sol, topo, etc..)	4 540
Consultation de maîtrise d'œuvre (indemnité candidats etc...)	21 600
Honoraires de Maîtrise d'œuvre Taux mission de base : 10.33 % + missions complémentaires : OPC, EXE...	392 000
Honoraires divers : CT, SPS etc...	41 000
Divers (publicité, viabilisation...)	63 000
Assurance Dommages Ouvrages	73 000
Aléas 3%	83 000
Coût des dépenses annexes	695 700 € HT
COUT TOTAL DE L'OPERATION	3 447 700 € HT Soit 4 109 000 € TTC

Dans le cadre de la détermination du type de procédure à mettre en place pour la consultation d'une équipe de maîtrise d'œuvre, et en raison du coût estimatif des honoraires de ladite maîtrise d'œuvre (392 000 € HT) supérieur au seuil Européen de 193 000 € HT, la Ville a obligation de mettre en place une procédure formalisée de type concours restreint, conformément aux articles 38, 70 et 74 du Code des Marchés Publics.

Les spécificités du concours restreint peuvent être définies comme suit :

- Consultation en 2 tours :
 - o Sélection des candidats admis à concourir (minimum 3 candidats).
 - o Classement des projets et désignation d'un lauréat.
- Mise en place d'un jury de concours et d'une commission technique.
- Remise de prestations par les candidats admis à concourir.
- Anonymat des projets.
- Indemnisation des candidats admis à concourir

Vu les caractéristiques du projet, il est proposé de retenir les compétences suivantes pour la constitution de l'équipe de maîtrise d'œuvre :

- Mandataire : architecte
- Bureau d'études structure
- Bureau d'études fluide
- Economiste de la construction

- Acousticien
- OPC

Les critères de sélection pour l'appel à candidature sont les suivants :

- Composition de l'équipe appréciée en fonction des moyens, des compétences et de la pertinence du groupement.
- Qualité des références présentées pour des opérations de nature, d'importance et de complexité équivalentes.
- Approche et références en termes de développement durable.

Les critères de sélection pour l'appel d'offres sont les suivants par ordre de priorité décroissante :

- Adéquation du projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle du Maitre d'Ouvrage.
- Qualité technique et environnementale du projet par rapport au programme.
- Respect du programme fonctionnel (surfaces / organisation)
- Qualité architecturale du projet et insertion dans le site.

Ce programme et l'étude de faisabilité ont fait l'objet d'une concertation avec les différents intervenants, à savoir les membres des clubs de judo, karaté et basket, les services techniques municipaux et les élus. Le projet présenté aux commissions « Bâtiments – développement durable » et « Jeunesse et sports », le Jeudi 17 novembre 2011, a reçu un avis favorable.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- D'approuver le choix du comité de pilotage à l'issue des études de faisabilité (besoins et enveloppes financières prévisionnels).
- D'autoriser Le Maire à engager la procédure de marché formalisé de concours restreint pour la définition de l'équipe de Maîtrise d'œuvre.
- De fixer le montant maximum de la prime allouée à chaque candidat admis à concourir à 10 800 € HT, soit 12 916.80 € TTC conformément à l'article 74 III du Code des Marchés Publics (CMP).
- D'autoriser Le Maire à imputer les frais résultants sur la ligne budgétaire sous la forme d'un programme pluriannuel.
- D'autoriser Le Maire à signer l'ensemble des pièces du marché de maîtrise d'œuvre après décision de validation définitive par le conseil municipal.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

11-192) CREATION D'UNE SALLE DE SPORT – CONSULTATION DE MAITRISE D'ŒUVRE - CONCOURS RESTREINT – CONSTITUTION DU JURY

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que, compte tenu de la procédure formalisée de concours restreint mise en place pour le marché de maîtrise d'œuvre de la salle de Sport, conformément aux articles 38, 70 et 74 du Code des Marchés Publics, il y a lieu de mettre en place un jury de concours établi selon les règles suivantes (article 24 du Code des Marchés Publics) :

- Président du Jury : Le Maire ou son représentant
- 5 membres du Conseil Municipal élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Soit un total de 6 élus

Le président du jury peut en outre « désigner des personnalités dont il estime que la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours », sans que leur nombre excède 5

Au moins un tiers des membres du jury ont une qualification identique ou équivalente à celle exigée des candidats (architecte dans le cas présent). Ils sont désignés par le président du jury, et leur présence ouvre droit à une indemnisation.

La composition minimale du jury sera donc de 6 élus et 3 représentants de la maîtrise d'œuvre, soit un total de 9 membres.

Si le maître d'ouvrage souhaite intégrer des personnalités, la composition du jury pourrait être de 6 élus, 1 ou 2 personnalités, et 4 représentants de la maîtrise d'œuvre, soit un total de 11 ou 12 membres.

Après concertation avec les membres des commissions « Bâtiments – développement durable » et « Jeunesse et sports », le Jeudi 17 novembre 2011, il a été décidé de retenir la composition de jury suivante :

- Président du jury : M Le Maire.
- 5 membres titulaires du Conseil Municipal élus à la représentation proportionnelle, et 5 membres suppléants du Conseil Municipal élus à la représentation proportionnelle.
- 3 représentants de la maîtrise d'œuvre (architectes)

L'ensemble de ces membres ont voix délibérative.

En complément, le maître d'ouvrage peut inviter le comptable public et un représentant du service de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, qui, s'ils sont invités auront voix consultative.

Enfin, le président du jury peut faire appel à des agents de la collectivité compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics, qui, s'ils sont invités auront voix consultative.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- De désigner les 5 membres du jury de concours de maîtrise d'œuvre, ainsi que leurs 5 suppléants.

L'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, se prononce en faveur du vote à main levée pour les nominations qui vont suivre.

Après proposition de noms fournis par la majorité et la minorité municipales, ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

Membres titulaires :

- André BADIGNON
- Jean-Luc LEGRAND
- Yolande GIROUX
- François LARCHER
- Michèle BEAUDOUIN

Membres suppléants :

- Isabelle MOREL
- Odile DELAHAIS
- Marcel FOUQUET
- Marie-Renée GINGAT
- Loïc PETITPAS

11-193) CREATION D'UNE SALLE DE SPORT – CONSULTATION DE MAITRISE D'ŒUVRE - CONCOURS RESTREINT – CONSTITUTION DE LA COMMISSION TECHNIQUE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que, compte tenu de la procédure formalisée de concours restreint mise en place pour le marché de maîtrise d'œuvre de la salle de Sport, conformément aux articles 38, 70 et 74 du Code des Marchés Publics, il y a lieu de mettre en place une commission technique selon les règles suivantes (article 24 du Code des Marchés Publics).

La composition de la commission technique est constituée de membres pouvant apporter un éclairage spécifique en fonction de leur compétence.

Ces membres ne doivent pas faire partie du jury de concours à voix délibérative.

Après concertation avec les membres des commissions « Bâtiments – développement durable » et « Jeunesse et sports », le Jeudi 17 novembre 2011, il a été décidé de retenir la composition de la commission technique suivante :

- 1 représentant de la fédération ou club de basket.
- 1 représentant de la fédération ou club de karaté.
- 1 représentant de la fédération ou club de judo.
- 1'ABF
- 1 élu de la commission « Voirie, Infrastructures et affaires rurales », ne faisant pas partie du jury de concours.
- 3 élus de la commission « Jeunesse et sports », ne faisant pas partie du jury de concours.
- 1 représentant du personnel municipal de la cellule Marchés Publics.
- 1 représentant du personnel municipal des Services Techniques.

Soit une composition de 10 membres.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal, pour la composition de cette commission technique, de désigner :

- 1 élu de la commission « Voirie, Infrastructures et affaires rurales »
- 3 élus de la commission « Jeunesse et sports »

L'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, se prononce en faveur du vote à main levée pour les nominations qui vont suivre.

Ont été élus à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Michel LEBRET
- Alain COCHARD
- Joël DESVAUX
- Annie CHAMPAGNAY

11-194) RENOUVELLEMENT DES CONTRATS D'ASSURANCE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 11.127 en date du 14 Septembre 2011, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à lancer une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert pour le renouvellement des contrats d'assurances, le Cabinet ARIMA CONSULTANTS de PARIS ayant été retenu pour réaliser cette mission.

A cet effet, un avis d'appel d'offres a été réceptionné le 23 Septembre 2011 dans les journaux suivants :

- J.O.U.E. (Journal Officiel de l'Union Européenne)
- B.O.A.M.P. (Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics)

Cette consultation a comme objectif la souscription de cinq contrats correspondant à 5 lots différents :

- Lot n° 1 – Assurance Dommages aux biens
- Lot n° 2 - Assurance des responsabilités
- Lot n° 3 – Assurance des véhicules
- Lot n° 4 – Assurance de la protection juridique
- Lot n° 5 – Assurance du personnel

La limite de dépôts des offres était fixée au 4 Novembre 2011 à 12 H 00.

La Personne Responsable du Marché (PRM) a procédé à l'ouverture des offres et contrôlé la recevabilité des différentes propositions.

La commission d'appel d'offres a procédé à l'analyse des offres le mardi 15 Novembre 2011 dont les résultats sont les suivants :

- **Lot n° 1 : Dommages aux biens**
 - a) Assureur retenu : **SMACL**
 - b) Formule retenue : formule alternative – franchise de 600 €
 - c) Tarifs de l'offre retenue : 7 863,02 € TTC

- **Lot n° 2 : Assurance des Responsabilités**
 - a) Assureur retenu : **SMACL**
 - b) Formule retenue : formule de base + option « Individuelle Accidents »
 - c) Tarifs de l'offre retenue : 3 807,92 €

- **Lot n° 3 : Assurance des véhicules**
 - a) Assureur retenu : **GROUPAMA**
 - b) Formule retenue : formule de base + option auto-collaborateurs
 - c) Tarifs de l'offre retenue : 5 322,57 € TTC

- **Lot n° 4 : Assurance Protection Juridique**
 - a) Assureur retenu : **PROTEXIA**
 - b) Formule retenue : formule de base
 - c) Tarifs de l'offre retenue : 1 598,25 € TTC

- **Lot n° 5 : Assurance des Prestations statutaires**
 - a) Assureur retenu : **GROUPAMA**
 - b) Formule retenue : formule de base + options
à savoir : décès, accident du travail, maladies professionnelles

- longue maladie, maladie de longue durée,
maternité,
maladie ordinaire avec franchise de 30 jours cumulés
- c) Tarifs de l'offre retenue : 33 667,48 € TTC - Taux : 4,10 %

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de l'autoriser à :

- signer toutes les pièces du marché
- signer tous les contrats d'assurance à intervenir.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions et AUTORISE le Maire à signer l'ensemble des pièces du marché ainsi que tous les contrats d'assurance à intervenir.

11-195) MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME – INDEMNITÉ VERSÉE AU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR – MONSIEUR JEAN-CHARLES BOUGERIE

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 11-129 en date du 14 septembre 2011, il a été décidé de procéder à l'enquête publique sur la modification du Plan Local d'Urbanisme qui porte les points suivants :

- la réduction de l'emplacement réservé n°14, situé à l'angle des routes de Lourmais et de la Couapichette, destiné à l'aménagement du carrefour route de Lourmais.
- la suppression de l'emplacement réservé n°4, propriété Rahuel et Acanthe
- création d'un emplacement réservé n°22, pour les logements de fonction de la gendarmerie, ainsi que la changement d'une zone 1AUEb en UEb.
- transformation d'une zone 2AUA du Moulin Madame en zone 1AUAb, pour permettre l'ouverture à l'urbanisation de la zone pour répondre aux besoins d'extension de l'actuelle zone d'activités.

Les orientations d'aménagement, et le règlement, articles 1AUAb - 6 « implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques » et 1AU-11 « aspect extérieur des constructions » sont complétés.

Cette enquête s'est déroulée du 23 mai au 24 juin 2011.

Le commissaire Enquêteur, Monsieur Jean-Charles BOUGERIE, a siégé à la mairie :

Le lundi 23 mai 2011 de 14 h 00 à 17 h 00

Le lundi 6 juin 2011 de 9 h 00 à 12 h 00

Le vendredi 24 juin 2011 de 14 h 00 à 17 h 00

Et a rédigé son rapport d'enquête et avis.

Vu la décision du Président du Tribunal Administratif en date du 7 avril 2011 concernant l'indemnisation présentée par Monsieur Jean-Charles BOUGERIE mentionnant :

- 13 vacations	533.40 euros
- Frais de déplacement	76.16 euros
- Frais divers	44.00 euros

Total	615.46 euros

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'accepter l'indemnisation présentée par Monsieur Jean-Charles BOUGERIE et la verser sans délai à la Caisse des Dépôts et Consignations, Gestion du Fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15, quai Anatole France – 75700 PARIS SP 07.

En application de l'article L .311-3 21° du Code de la Sécurité Sociale, cette rémunération sera soumise à cotisations sociales.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

11-196) MODIFICATION ET TROIS RÉVISIONS SIMPLIFIÉES DU PLAN LOCAL D'URBANISME – INDEMNITÉ VERSÉE AU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR – MONSIEUR JEAN-YVES COULON

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par délibérations n° 11-23, n° 11-24, n° 11-25, n° 11-26, en date du 14 septembre 2011, il a été décidé de procéder à l'enquête publique portant sur une modification et trois révisions du Plan Local d'Urbanisme.

La modification concernant à la fois le document écrit et le document graphique a été précisée dans la délibération n° 11-23

Les révisions portaient sur les points suivant :

- Modification du zonage au lieu-dit « Le GrandVal » - Zone NPb et zone UL

- diminution de la zone NPb et une augmentation de la zone ULa
- précisions apportées à l'article UL-2 (types d'équipements autorisés en secteur ULa), à l'article 4 (assainissement en secteur ULa) et à l'article 11 (création architecturale et intégration environnementale en secteur ULa)
- rectification du document graphique n° 4.2 concernant ce lieu-dit de la commune

- Evolution du zonage au lieu-dit « Les Hauts Rochers » - zone NPb et zone A (délibération n° 11-24):

- diminution de la zone A, augmentation de la zone NPb
- rectification du document graphique n°4.5 concernant ce lieu-dit de la commune

- Evolution du zonage au lieu-dit « Le Verger » - zone NPb et zone NPa :

- diminution de la zone NPa, création d'une zone NPb
- rectification du document graphique 4.2

Cette enquête s'est déroulée du 29 novembre au 30 décembre 2010.

Le commissaire Enquêteur, Monsieur Jean-Yves COULON, a siégé à la mairie :

Le lundi 29 novembre 2010 de 9 h 00 à 12 h 00

Le lundi 13 décembre 2010 de 9 h 00 à 12 h 00

Le jeudi 30 décembre 2010 de 14 h 00 à 17 h 00

Et a rédigé son rapport d'enquête et avis.

Vu la décision du Président du Tribunal Administratif en date du 2 septembre 2010 concernant l'indemnisation présentée par Monsieur Jean-Yves COULON mentionnant :

- 21 vacations	800.10 euros
- Frais de déplacement	87.15 euros
- Frais divers	7.85 euros

Total	895.10 euros

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'accepter l'indemnisation présentée par Monsieur Jean-Yves COULON et la verser sans délai à la Caisse des Dépôts et Consignations, Gestion du Fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15, quai Anatole France – 75700 PARIS SP 07.

En application de l'article L .311-3 21° du Code de la Sécurité Sociale, cette rémunération sera soumise à cotisations sociales.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

11-197) CONTRIBUTION FINANCIERE POUR UNE EXTENSION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITÉ AU LIEU-DIT « LA MAGDELEINE »

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal qu'à la suite de la délivrance des autorisations d'urbanisme référencées :

- Permis de Construire n° 35 085 10 S 0066 concernant la construction d'une maison individuelle pour Monsieur Teddy BRIELLE et Madame Morgane MILIN au lieu-dit « La Magdeleine » à Combours
- Permis de Construire n° 35 085 11 S 0013 concernant la construction d'une maison individuelle pour Monsieur Anthony DELAMOTTE et Madame Nathalie GERON au lieu-dit « La Magdeleine » à Combours

une extension du réseau public de distribution d'électricité au lieu-dit « La Magdeleine » a été demandée.

La commune de Combours prendra à sa charge la contribution financière pour l'extension du réseau public de distribution d'électricité au lieu-dit « La Magdeleine » pour un montant HT de 1 822.92 € soit 2 180.21 € TTC.

Cette somme fera l'objet d'un recouvrement auprès des intéressés selon la répartition suivante :

- 1090 € pour Monsieur Teddy BRIELLE et Madame Morgane MILIN
- 1090 € pour Monsieur Anthony DELAMOTTE et Madame Nathalie GERON

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à mettre en œuvre la procédure nécessaire à ce recouvrement par le biais de titres de recette.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

11-198) EXTENSION ECOLE MATERNELLE – DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (D.E.T.R.)

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux est une aide financière de l'Etat allouée à l'ensemble des communes de 2 000 habitants au plus et aux communes de 2 001 à 20 000 habitants dont le potentiel financier par habitant est inférieur à 1 163.094709 €.

Combours est éligible à la D.E.T.R. qui permet de financer en partie :

1. Les bâtiments scolaires
2. Les bâtiments publics
3. Les équipements de sécurité
4. Les projets d'ordre économique
5. Les projets d'ordre social
6. Les projets d'ordre touristique

Par délibération n° 11-75 en date du 11 mai 2011, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet GUMIAUX/ GOMBEAU de Bréal sous Montfort pour la mission de maîtrise d'œuvre concernant l'extension de l'Ecole maternelle.

Par délibération n° 11-121 en date du 14 septembre 2011, le Conseil Municipal a approuvé l'Avant Projet Sommaire de cette opération

Par délibération n° 11-153 en date du 9 novembre 2011, le Conseil Municipal a approuvé l'Avant Projet Définitif de cette opération

Il est rappelé que les locaux de l'école maternelle sont trop exigus pour faire face à l'accroissement du nombre d'enfants scolarisés chaque année. L'école accueille 180 enfants dans six classes, soit une moyenne élevée de 30 enfants par classe. Actuellement, le bâtiment se compose de six salles de classe (dont une d'une superficie inférieure à 50 m²), une salle restauration avec office, une salle de motricité (qui accueille la garderie périscolaire matin et soir), un dortoir attenant à une des classes, ainsi que des sanitaires. Egalement deux préfabriqués installés dans la cour pour l'un, et à l'arrière du bâtiment pour l'autre, servent de salle des maîtres et de second dortoir. Il est à noter que le dortoir est installé dans un préfabriqué depuis plus de 30 ans.

Le projet d'extension est le suivant :

- 3 salles d'activité d'environ 70 m² intégrant des rangements
- 2 salles de sieste d'environ 40 m²
- 1 sanitaire comprenant 1 douche
- 1 vestiaire personnel
- 1 dégagement de largeur approprié

L'ensemble se décline sur 1 seul niveau et la topographie du terrain offre un espace couvert en partie basse qui permet également la réalisation d'un préau en continuité de l'extension

Tableau Financier :

DEPENSES HT		RECETTES HT	
1 GROS ŒUVRE	181 850,00 €	Subvention DETR (30 % du montant HT avec un plafond de dépense de 600 000 € HT) AUTOFINANCEMENT	180 000,00 € 508 900,00
2 CHARPENTE	60 550,00 €		
3 COUVERTURE	81 450,00 €		
4 MENUISERIES EXTERIEURES	57 450,00 €		
5 MENUISERIES INTERIEURES	15 200,00 €		
6 PLATRERIE	23 200,00		
7 COURANT FORT/ FAIBLE	32 300,00 €		
8 PLOMBERIE SANITAIRE	10 500,00 €		
9 CHAUFFAGE VENTILATION	107 200,00 €		
10 REVETEMENT DE SOLS	48 600,00 €		
11 PEINTURE	11 900,00 €		
12 PLAFONDS SUSPENDUS	17 900,00 €		
13 SERRURERIE	40 800,00 €		
TOTAL HT	688 900,00 €	TOTAL HT	688 900,00 €

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de demander une subvention dans la catégorie « Bâtiments Scolaires » Etablissement d'enseignement du 1^{er} degré, travaux de construction et d'extension et de restructuration

Cette opération sera financée de la façon suivante :

- **Subvention DETR 30%** avec un plafond de dépense de 600 000 € HT soit une subvention de **180 000.00 €**
- Autofinancement : **508 900.00 € HT**

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

11-199) TARIFS MUNICIPAUX - ANNEE 2012.

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

A la suite des travaux de la commission finances en date du 24 novembre 2011, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'approuver les tarifs municipaux suivants qui prendront effet au 1^{er} janvier 2012 :

A) DROITS DE PLACE

	2011	2012
1) Marchés hebdomadaires et ventes hors jours de marché : étalage avec ou sans banc, couvert ou non couvert, sur rue, trottoir, place, etc., voitures d'exposition, de vente ou de démonstration, machine et matériel agricole		
• Le mètre linéaire	0.69 €	0.75 €
2) Assemblées et foires : Mi-Mai, Angevine Mi-décembre, étalage, voitures de vente, matériel agricole comme ci-dessus, couvert ou non couvert		
• Le mètre linéaire	1.01 €	1.05 €
3) Débits de boissons (Utilisation en "superficie")		
• Le mètre carré	1.01 €	1.05 €
4) Rôtisseur		
• Le mètre linéaire	1.01 €	1.05 €
5) Attraction foraine (Utilisation de "face")		
• Le mètre linéaire	1.01 €	1.05 €
6) Métiers, Manèges, cirques (Utilisation en "superficie")		
• Le mètre carré	1.01 €	1.05 €
7) Marchand forain hors marché (Cf délibération n° 94-99 en date du 23 Novembre 1994)		
• Forfait mensuel	11.7 €	12.10€
8) Abonnement : Pour mémoire (article 34 de l'arrêté municipal n° 09-191 du 22 juin 2009 portant réglementation du marché - délibération n° 97-119 du 30 Juin 1997 : réduction de 15 % sur le tarif classique)	0.59 €	0.63 €
9) Branchement électrique bornes du marché Soit abonnement au trimestre	2.42€ 31.47€	2.55€ 33.05€

Avec pour les attractions foraines, manèges et cirques la perception d'un forfait minimal (47,77 euros en 2011) **49.20 euros** et versement d'une caution de 50 % du coût prévisionnel lors de l'inscription des commerçants et industriels forains avec un minimum de perception de (23,64 euros en 2011) **24.60 euros**. Cette somme sera conservée en cas de défection et considérée comme acompte sur le prix à payer dans le cas d'une participation réelle. La réservation d'un emplacement ne sera effective qu'après le paiement de cette caution.

En ce qui concerne la foire de la Mi-mai, se reporter à la délibération n° 94-65 en date du 16 Juin 1994.

B) DROITS DE VOIRIE

En ce qui concerne les droits de voirie et l'occupation des trottoirs, l'autorisation ne pourra être accordée par la Municipalité qu'à la condition qu'un espace minimum de 0,90 m puisse être laissé à la circulation piétonne entre l'étal et la bordure du trottoir.

	2011	2012
• Terrasse couverte	11.83€	12.42€
• Terrasse non couverte, trottoir, chevalet, présentoir etc.	5.92€	6.22€

Pour l'application de ce tarif, toute surface sollicitée et autorisée sera arrondie au m2 supérieur (exemples : 0,40 m2 ==> 1 m2 et 2,60m2 ==> 3 m2, etc)

C) LOCATION DE SALLES

La Commission finances proposera de ne pas augmenter les tarifs des locations de salles à l'exception des tarifs de chauffage et de ménage.

1) BOULEVARD DU MAIL

- SALLES DE REUNION

Mise à disposition gracieuse aux Associations Combourgeoises, pour usage de "réunion" exclusivement.

Ces salles pourront être louées à des associations extérieures à la Ville de Combourg, sous réserve des disponibilités, les associations Combourgeoises étant prioritaires.

Tarif unique de location aux associations extérieures à Combourg :

Tarif forfaitaire de **64.38 €** (64.38 € en 2011) (Grande ou petite salle)

2) MAIRIE

Salle d'Honneur (135 M2)

Pas de location mais mise à disposition limitée

3) ESPACE MALOUAS

Le contrat de location mis en place en 2011 permet de finaliser les conditions d'utilisation de l'espace Malouas.

En cas de dégradation, la caution sera encaissée par le Receveur Municipal et l'éventuel remboursement partiel n'interviendra qu'une fois connu le montant des réparations si celui-ci est inférieur au montant de ladite caution.

En cas de carence de nettoyage lors de la location des salles, les heures de ménage nécessaires seront appliquées de la façon suivante :

	2011	2012
Tarif Horaire	23.63€	24.10€

Les conditions de location figureront sur les formulaires de demande de location.

Les jetons de chauffage seront vendus aux responsables des associations utilisatrices.

	2011	2012
Jetons de chauffage pour une demi-heure (salle moquette)	1.94€	2.04€

A) SALLE DE REUNION EN PARQUET (320 m²) et PATIO:

a) Cas particuliers :

- Personnel municipal :

Mise à disposition gracieuse aux employés communaux à l'occasion de leur mariage.

- Associations combourgeoises :

Pour la première utilisation annuelle (spectacle, bal ou autre manifestation) la location est gratuite, toutefois le forfait chauffage sera facturé à l'association et le versement de la **caution de 369 Euros** sera réclamé dans les mêmes conditions que pour tout autre utilisateur.

b) Tarifs classiques pour les autres utilisations

Congrès, mariages, Assemblées générales, colloques etc.

1ère journée

- sans repas :

	2011	2012
Commune	189.44€	189.44€
Hors Commune	270.38€	270.38€

- avec repas "FROID":

	2011	2012
Commune	226.24€	226.24€
Hors Commune	388.11€	388.11€

- avec repas "CHAUD":

	2011	2012
Commune	321.89€	321.89€
Hors Commune	469.03€	469.03€

2ème journée :

- sans repas :

	2011	2012
Commune	93.80€	93.80€
Hors Commune	141.64€	141.64€

- avec repas "FROID":

	2011	2012
Commune	115.88€	115.88€
Hors Commune	187.60€	187.60€

- avec repas "CHAUD":

	2011	2012
Commune	174.74€	174.74€
Hors Commune	235.42€	235.42€

Bals avec entrées payantes :

	2011	2012
Commune	390.03€	390.03€
Hors Commune	586.75€	586.75€

Spectacles, défilés de mode :

	2011	2012
Commune	299.83€	299.83€
Hors Commune	704.48€	704.48€

Forfait Chauffage pour salle parquet et (ou) patio :

-par jour (Commune et hors commune) :

	2011	2012
Salle parquet et patio	81.96€	86.06€
Patio	40.98€	43.03€

Sonorisation

	2011	2012
Salle parquet	69.89€	69.89€
Patio	69.89€	69.89€

Remplacement vaisselle cassée ou manquante

	2011	2012
Verre	0.70€	0.70€
Assiette	3.30€	3.30€
Cuillère à café, cuillère, fourchette et couteau	2.06€	2.06€

c) tarifs à la demi journée (chauffage compris)

Pour les réunions et les Assemblées Générales (sans repas) :

Pour une occupation le matin, salle libérée pour 13 heures.

Pour une occupation l'après-midi salle libérée pour 18 heures.

Tarifs hiver (de octobre à mars)

	2011	2012
Commune	157.59€	160.74€
Hors Commune	210.12€	214.32€

Tarifs été (de avril à septembre) pas d'augmentation

	2011	2012
Commune	120.00€	120.00€
Hors Commune	170.00€	170.00€

B) SALLE POLYVALENTE

Bal avec entrées payantes et autres manifestations

	2011	2012
Commune	441.45€	441.45€
Hors Commune	774.39€	774.39€

C) PATIO

Il sera proposé gratuitement (chauffage compris) aux associations combourgeoises en fonction du nombre d'adhérents présents.

Locations sous conditions :

Le patio pourra être loué seul, sans la salle de parquet, pour réunion de travail ou vin d'honneur mais seulement 15 jours avant la date envisagée afin de ne pas compromettre la location de la Salle de parquet qui reste prioritaire.

Le tarif ci-après constitue un forfait quelque soit la durée et pour une journée maximum.

	2011	2012
Commune	69.89€	69.89€
Hors Commune	121.41€	121.41€

4) SALLE ECOLE ELEMENTAIRE

La salle de l'école élémentaire sera mise à la disposition des organismes de formation.
Chaque mise à disposition pour stage fera l'objet d'une convention avec l'organisme de formation.

	2011	2012
Tarif par jour d'utilisation	11.03€	11.03€

5) LOCAUX DU CENTRE ADMINISTRATIF

	2011	2012
Tarif par demi-journée	5.52€	5.52€
Tarif par journée	11.04€	11.04€

D) GARDERIE

JOURS SCOLAIRES :

Horaires :

7 h 30 à 8 h 30

16 h 45 à 18 h 00

18 h 00 à 19 h 00

	2011	2012
La demi-heure	0.69€	0.70€

Étant précisé que toute demi-heure commencée est due en entier.

En cas de retard des parents (après 19 heures)	La demi heure	0€	15.00 €
--	---------------	----	---------

GOUTER :

Les enfants qui seront présents aux garderies bénéficieront d'un goûter

	2011	2012
Prix du goûter	0.88€	0.90

E) TARIFS C.L.S.H. (Centre de Loisirs Sans Hébergement)

	2011	2012
Tarif repas	3.90 €	4.01€

Quotient familiaux :

Moins de 749 €

	2011	2012
La journée	7.11€	7.29€
La demi-journée	4.76€	4.88€

De 750 à 949 €

	2011	2012
La journée	7.61€	7.80€
La demi-journée	5.11€	5.24€

De 950 à 1 249 €

	2011	2012
La journée	8.63€	8.85€
La demi-journée	5.79€	5.93€

Plus de 1 249 €

	2011	2012
La journée	9.03€	9.26€
La demi-journée	6.05€	6.20€

Tarifs hors commune

	2011	2012
La journée	9.03€	9.26€
La demi-journée	6.05€	6.20€

F) LOCATION DE MATERIEL

	2011	2012
Grand ou petit podium – Tribunes (Tarif Unique) (Transport, montage, démontage compris)	428.57€	428.57€

La location des podiums et tribunes est limitée aux collectivités et associations de la proche région de Combourg (dans un rayon d'environ 15 km), notamment du Canton et de la Communauté de communes - Bretagne Romantique.

Il est précisé que les podiums doivent être montés obligatoirement par le personnel de la Ville qui assure la responsabilité en cas de mauvais montage.

L'accord de location n'entraînera pas obligation de montage.

Les podiums ne seront pas montés si le sol ne présente pas des garanties suffisantes de stabilité ou si le dénivelé est trop important.

Dans le cas où l'équipe de montage jugerait impossible le montage du podium, la responsabilité de la Ville ne pourra pas être recherchée par la collectivité ou l'organisme ayant sollicité la location. Ces derniers pourront faire appel à leurs frais exclusifs à un organisme agréé pour juger de la qualité du sol.

Toute personne, collectivité ou organisme sollicitant la location d'un podium devra accepter les présentes clauses qui figureront sur les formulaires de demande de location.

	2011	2012
Projecteurs (l'unité)	12.14€	12.14€
Mâts (l'unité)	0.52€	0.52€
Drapeaux (l'unité)	0.52€	0.52€
Balayeuse (tarif horaire)	123.56€	123.56€

G) REDEVANCE PHOTOCOPIE ET LECTEUR-REPRODUCTEUR, ETIQUETTES

	2011	2012
Photocopieur :		
- Format A4	0.60€	0.60€
- Format A3	0.79€	0.79€
Lecteur-Reproducteur	0.68€	0.68€
Documents administratifs	0.18€	0.18€
Etiquette d'affranchissement	0.05€	0.05€

H) CONCESSIONS DANS LE CIMETIERE ET CAVEAU PROVISoire

	2011	2012
Concessions temporaires (le m²)	57.70€	60.59€
Concessions trentenaires (le m²)	113.40€	119.07€

- Concessions pour urnes funéraires (pour 0,25 m²) :

	2011	2012
Concessions temporaires	57.70€	60.59€
Concessions trentenaires	113.40€	119.07€

- Caveau provisoire :

	2011	2012
1 ^{er} jour	11.78€	12.37€
Par jour, du 2 ^{ème} au 6 ^{ème} jour	7.08€	7.43€
Forfait pour une semaine (7 jours)	47.21€	49.57€
Par jour, à partir du 8 ^{ème} jour	2.04€	2.14€

I) COLUMBARIUM

	2011	2012
Dépôt des cendres dans l'espace dédié au souvenir (par urne)	50.00€	50.00€
Concession pouvant recevoir 4 urnes		
15 ans	750.00€	750.00€
30 ans	1 400.00€	1 400.00€

J) TRAVAUX EN REGIE

Travaux réalisés en régie directe par le personnel de la Ville et facturation à la section d'investissement (tarif horaire) et les mises à disposition de personnel pour les autres collectivités, EPCI, associations...

	2011	2012
L'heure	23.63€	24.10€

K) REPAS DU PERSONNEL

	2011	2012
Repas pris par le personnel au restaurant scolaire ainsi que les AVS, EVS...	3.99€	4.11€

L) PARTICIPATION AIRES DE STATIONNEMENT

La participation représentative d'aires de stationnement prévue par l'article L.421-3 du Code de l'urbanisme mis en place en septembre 1991 (cf. délibération 91-67) sera indexée sur l'indice INSEE du coût de la construction au 1^{er} janvier de chaque année en fonction du dernier indice connu à cette date (2^{ème} trimestre).

	2011	2012
Participation	3 683€	3 867€

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces tarifs qui prendront **effet au 1^{er} Janvier 2012**.

11-200) TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE L'ENFANCE - AVENANTS

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la « **Construction d'une Maison de l'Enfance** », marché à procédure adaptée, signé le 22 novembre 2010.

L'entreprise JPF INDUSTRIE de Dinan (22), titulaire du **lot n° 12 – Electricité-Courants Forts-Courants Faibles** - a présenté un avenant (**n° 4**) en plus-value :

- Objet de l'avenant :

- Alimentation et système de gestion de l'accès.

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	44 035.29 € H.T.
Avenant n°1 en plus value :	+ 440.54 € H.T.
Avenant n°2 en plus value :	+ 2 745.97 € H.T.
Avenant n°3 en plus value :	+ 406.72 € H.T.
Avenant n° 4 en plus value :	+ <u>256.09 € H.T.</u>

Nouveau montant du marché: 47 884.61 € H.T.

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **8.74%** par rapport au montant du marché initial.

L'entreprise JPF INDUSTRIE de Dinan (22), titulaire du **lot n° 12 – Electricité-Courants Forts-Courants Faibles** - a présenté un avenant (**n° 5**) en plus-value :

- Objet de l'avenant :

- Prise de courant dans le local coin calme.

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	44 035.29 € H.T.
Avenant n°1 en plus value :	+ 440.54 € H.T.
Avenant n°2 en plus value :	+ 2 745.97 € H.T.
Avenant n°3 en plus value :	+ 406.72 € H.T.
Avenant n° 4 en plus value :	+ 256.09 € H.T.
Avenant n° 5 en plus value :	+ <u>158.82 € H.T.</u>

Nouveau montant du marché: 48 043.43 € H.T.

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **9.10%** par rapport au montant du marché initial.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5% par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal :

Après avis de la commission finances, réunie le 24 novembre 2011, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser le Maire à signer les avenants n° 4 et 5 de l'entreprise **JPF INDUSTRIE** (lot n°12).

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

11-201) RECEVEUR MUNICIPAL –INDEMNITE DE CONSEIL - ANNEE 2011

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal qu'en vertu de l'article 97 de la loi n° 82-213 modifiée relative aux droits et libertés des communes, Départements et Régions, du Décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les Collectivités Territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat et de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 publié au J.O. du 17 décembre 1983 fixant les conditions de l'attribution de l'indemnité de conseil aux receveurs des Communes et des établissements publics locaux, le Conseil doit prendre une délibération demandant le concours de Receveur Municipal et fixer l'indemnité de celui-ci.

La ville de Combourg sollicite chaque année le concours du Receveur Municipal et lui verse cette indemnité pour ses prestations en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

L'indemnité de « Conseil » sollicitée par M. Eric BAILLON, Receveur Municipal, Trésorier de Tinténac, est calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 et s'élève à 967.69 € pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

La Commission Finances, réunie le 24 novembre 2011, a proposé d'octroyer au Receveur Municipal l'indemnité de Conseil pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011 au taux maximum et qui s'élève à 967.69 € brut

Cette indemnité est soumise au 1% de solidarité, à la CSG (Contribution Sociale Généralisée) et au RDS (Remboursement de la Dette Sociale).

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE d'octroyer au Receveur Municipal l'indemnité de Conseil pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011 au taux maximum et qui s'élève à 967.69 € brut.

11-202) TRAVAUX DIVERS – DECISION MODIFICATIVE N° 2 DU BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, suite à l'avis favorable de la commission finances réunie le 24 novembre 2011, elle propose à celui-ci de procéder à la décision modificative ci-après sur le budget principal afin de disposer de crédits suffisants en début d'année 2012 pour régler les factures concernant les travaux de restructuration du presbytère, du PLU et de l'extension de la maternelle.

		INVESTISSEMENT			
		Dépenses		Recettes	
Imputation	Désignation	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
2313/809/020	Restructuration du presbytère		30 000,00 €		
202/401/0200	Modifications du PLU		2 000,00 €		
2313/22/211	Travaux d'extension - école maternelle		30 000,00 €		
020/01	Dépenses imprévues	62 000,00 €			
TOTAL		62 000,00 €	62 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL GENERAL		0,00 €		0,00 €	

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

11-203) SITE DE LA GENTIERE – SORTIE DE L'INVENTAIRE ET DECISIONS MODIFICATIVES BUDGETAIRES DU BUDGET DU SERVICE DE L'EAU

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n°08-151 du 4 novembre 2008, le Conseil Municipal a décidé de transférer en pleine propriété les ouvrages de production de la

Gentière au Syndicat Mixte de Production d'eau potable d'Ille et Rance au 1^{er} juillet 2010 pour un prix de cession de 25 000 €.

Dans le cadre de cette vente, il convient :

- De transférer la somme de 5 999.78 € au compte 21318 du budget principal vers le budget du service de l'eau au compte 213 car cette somme concerne le captage de la Gentière
- De procéder à la sortie de l'inventaire du bien sur le budget principal et sur le budget du service de l'eau
- De procéder aux décisions modificatives suivantes sur le budget du service de l'eau :

PROPOSITION DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°1

		INVESTISSEMENT			
		Dépenses		Recettes	
Imputation	Désignation	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
21/213/911	Intégration du bien		5 999,78 €		
23/2315/911	travaux de réseaux en cours	-5 999,78 €			
20/203/911	transfert du 2031 au 2315				16 198,24 €
23/2315/911	transfert du 2031 au 2315		16 198,24 €		
TOTAL		-5 999,78 €	22 198,02 €	0,00 €	16 198,24 €
TOTAL GENERAL		16 198,24 €		16 198,24 €	

PROPOSITION DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°2

		FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT	
		Dépenses		Recettes		Recettes	
Imputation	Désignation	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
040/213	sortie du bien						5 999,78 €
040/2156	sortie du bien						39 591,18 €
042/675	Valeur des éléments d'actifs cédés		45 590,96 €				
77/775	Produits de cessions				25 000,00 €		
O11/615	Entretien		25 000,00 €				

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- D'approuver le transfert de la somme de 5 999.78 € du compte 21318 du budget principal vers le budget du service de l'eau au compte 213
- D'autoriser la sortie de l'actif du budget principal et du budget du service de l'eau du captage d'eau de la Gentière.
- D'approuver les décisions modificatives n°1 et n°2 du budget du service de l'eau comme détaillées ci-dessus

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

11-204) BUDGET PRIMITIF 2012 – ACCUEIL PETITE ENFANCE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n°11-62 du 13 avril 2011, le Conseil Municipal a décidé de créer un budget annexe « accueil petite enfance » au budget communal afin d'avoir une vision précise de l'activité et des moyens qui y seront consacrés. Il convient à présent de voter le budget primitif 2012 dans le but de pouvoir payer les factures liées au service dès le mois de janvier 2012.

Le budget primitif 2012 du budget annexe « accueil petite enfance » est présenté au Conseil Municipal.

Ce dernier se résume de la façon suivante :

Fonctionnement	
Dépenses	376 200€
Recettes	376 200€

Suite à l'avis favorable de la commission finances du 24 novembre 2011, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'approuver le budget primitif 2012 du budget annexe « accueil petite enfance ».

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE le budget primitif 2012 du budget annexe « accueil petite enfance ».

11-205) CONTRAT ENFANCE JEUNESSE – AVENANT

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose que, par délibération n° 10-169 en date du 8 décembre 2010, le Conseil Municipal a approuvé le renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) pour une période de 4 ans du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013 et a autorisé le maire à signer le Contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales et la Communauté de Communes de la Bretagne Romantique.

La réglementation des Contrats Enfance Jeunesse ne permettant pas d'avoir plusieurs CEJ sur un même territoire, il sera proposé au Conseil Municipal de faire un avenant au Contrat Enfance Jeunesse signé en janvier afin d'intégrer les communes suivantes :

Saint Pierre de Plesguen
Bonnemain
Saint-Thual
La Baussaine
Le SIVU anim'6

qui ont développé des actions petites enfance, enfance et jeunesse sur leur territoire.

Monsieur LE BSCO propose au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de l'avenant
- D'autoriser le maire à signer l'avenant au Contrat Enfance Jeunesse de janvier 2010.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

11-206) CESSIONS DE PARCELLES SITUÉES AU LIEU-DIT « LA HAYE » ENTRE LA VILLE DE COMBOURG ET MONSIEUR PIERRICK DESCLOS

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 11.177 en date du 9 novembre 2011, il a été décidé le principe de cessions sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire de :

1. l'achat par Monsieur Pierrick DESCLOS d'une partie de la parcelle F 807 portant actuellement un ancien réservoir d'eau potable,
2. de la cession d'une partie de la parcelle F 808 actuellement propriété de Monsieur Pierrick DESCLOS à la commune afin d'élargir le chemin d'accès
3. l'acquisition d'une portion de chemin communal entre les parcelles F 811 et F 808 par Monsieur Pierrick DESCLOS

Concernant les 2 premiers points, s'agissant d'une part d'une parcelle privée de la commune pour le 1^{er} point et d'une parcelle privée appartenant à Monsieur Pierrick DESCLOS pour le 2^{ème} point, Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à procéder, sans mise à l'enquête publique, à :

- la vente d'une partie de la parcelle cadastrée F 807 au prix de 0.80 € HT du m², à Monsieur Pierrick DESCLOS (frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur)

- l'acquisition par la commune d'une partie de la parcelle F 808 afin d'élargir le chemin communal au prix de 0.80 € HT du m² (frais de géomètre et de notaire à la charge du vendeur)

De plus, Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- de confier la rédaction des actes à la SCP Notariale PRIOL-LACOURT, 1 Boulevard du Mail à Combourg
- de donner pouvoir au Maire pour signer tous les actes à intervenir pour le règlement de ces dossiers

Il est précisé que le 3^{ème} point fera bien l'objet d'une enquête publique.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 25 voix Pour et 1 voix Contre, ADOPTE ces propositions.

11-207) REPARTITION DU PRODUIT DES RECETTES DES AMENDES DE POLICE – DOTATION 2011 – PROGRAMME 2012

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que Monsieur le Président du Conseil Général a sollicité les communes en vue de recueillir les propositions de travaux pouvant être retenues au titre de la répartition des recettes des amendes de police.

Les opérations susceptibles d'être éligibles sont celles qui répondent à une préoccupation de sécurité routière selon l'ordre de priorité :

1. Aires d'arrêt de bus en agglomération et sur voies communales, hors agglomération.
2. Plans de circulation (étude et travaux).
3. Parc de stationnement avec emplacements réservés aux handicapés selon législation en vigueur.
4. Feux de signalisation.
5. Signalisation horizontale (passages piétons en agglomération).
6. Aménagement de sécurité (passages surbaissés pour handicapés, barrières de protection des piétons sur les trottoirs).
7. Aménagements piétonniers protégés le long des voies communales en et hors agglomération.
8. Pistes cyclables protégées le long des voies communales en et hors agglomération.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'adopter le programme d'investissement suivant :

- Aires d'arrêt de bus en agglomération et sur voies communales, hors agglomération.

SANS OBJET

- Plans de circulation (étude et travaux).
SANS OBJET
- Parc de stationnement avec emplacements réservés aux handicapés selon législation en vigueur.
SANS OBJET
- Feux de signalisation.

Désignation	U	Q	PU	Montant
Carrefour Libération / Corvaisier				
Réseaux Souples				
Tranchée commune + lit de pose + remblaiement	ml	227	36.00 €	8 172.00 €
Grillage avertisseur	ml	227	0.70 €	158.90 €
Fourreaux TPC d63 en tranchée ouverte	ml	138	2.50 €	345.00 €
Fourreaux TPC d90 en tranchée ouverte	ml	384	3.50 €	1 344.00 €
Fourreaux TPC d110 en tranchée ouverte	ml	88	4.25 €	374.00 €
Chambre LOT tampon fonte 250 KN	U	4	380.00 €	1 520.00 €
Chambre L1T tampon fonte 250 KN	U	3	500.00 €	1 500.00 €
Chambre L2T tampon fonte 250 KN	U	2	630.00 €	1 260.00 €
Chambre L3T tampon fonte 250 KN	U	1	740.00 €	740.00 €
Regard 30*30 tampon béton	U	4	80.00 €	320.00 €
TOTAL HT FEUX DE SIGNALISATION				15 733.90 €
TOTAL TTC FEUX DE SIGNALISATION				18 817.74 €

- Signalisation horizontale (passages piétons en agglomération).

Désignation	U	Q	PU	Montant
PASSAGES PIETONS				
Avenue de la Libération (tranches ferme+conditionnelle)				
Marquage blanc (enduit à froid microbillés)	m ²	456	8.50 €	3 876.00 €
Dalles pododactiles collées	ml	98	89.00 €	8 722.00 €
TOTAL HT PASSAGES PIETONS				12 598.00 €
TOTAL TTC PASSAGES PIETONS				15 067.21 €

- Aménagement de sécurité (passages surbaissés pour handicapés, barrières de protection des piétons sur les trottoirs).
SANS OBJET

- Aménagements piétonniers protégés le long des voies communales en et hors agglomération.

Désignation	U	Q	PU	Montant
TROTTOIRS PIETONS				
Avenue de la Libération (tranches ferme+conditionnelle) + Rue de Melesse				
terrassement pour encaissement de trottoirs	m3	871	7.00 €	6 097.00 €
<i>trottoirs piétons en enrobés hydro-décapés</i>				
GNT 0/31,5 ep 20cm	t	1096	13.60 €	14 905.60 €
Cloutage+émulsion	m²	2425	0.15 €	363.75 €
enrobés hydro-décapés ep 4cm	t	252	128.00 €	32 256.00 €
<i>trottoirs piétons en enrobés noirs</i>				
géotextile	m²	845	0.75 €	633.75 €
GNT 0/31,5 ep 20cm	t	536	13.60 €	7 289.60 €
Cloutage+émulsion	m²	1275	0.15 €	191.25 €
enrobés 0/06ep 4cm	t	137	95.00 €	13 015.00 €
<i>trottoirs piétons bicouche clair (Rue de Melesse)</i>				
géotextile	m²	800	0.75 €	600.00 €
GNT 0/31,5 ep 20cm	t	336	13.60 €	4 569.60 €
Revêtement bicouche granulats clairs	m²	800	4.50 €	3 600.00 €
<i>trottoirs piétons sable ocre (Rue de Melesse)</i>				
géotextile	m²	36	0.75 €	600.00 €
GNT 0/31,5 ep 20cm	t	15	13.60 €	204.00 €
Revêtement sable ocre	m²	36	7.50 €	270.00 €
TOTAL HT TROTTOIRS PIETONS				84 594.95 €
TOTAL TTC TROTTOIRS PIETONS				101 175.56 €

- Pistes cyclables protégées le long des voies communales en et hors agglomération.

Désignation	U	Q	PU	Montant
PISTES CYCLABLES				
Avenue de la Libération (tranches ferme+conditionnelle)				
terrassement pour encaissement de pistes cyclables	m3	321	7.00 €	2 247.00 €
<i>pistes cyclables en enrobés hydro-décapés</i>				
GNT 0/31,5 ep 20cm	t	503	11.40 €	5 734.20 €
Cloutage+émulsion	m²	1089	0.15 €	163.35 €
enrobés hydro-décapés ep 4cm	t	118	128.00 €	15 104.00 €
<i>pistes cyclables en enrobés noirs</i>				
GNT 0/31,5 ep 20cm	t	25	11.40 €	285.00 €
Cloutage+émulsion	m²	60	0.15 €	9.00 €
enrobés 0/06ep 4cm	t	10	95.00 €	950.00 €
<i>Marquage vert (enduit à froid microbillés)</i>				
Damier pour pistes cycles	m²	159	9.00 €	1 431.00 €
Ligne continue cycles 3u (séparation piste/trottoir/chaussée)	ml	890	0.90 €	801.00 €
Sigle vélos	u	20	10.00 €	200.00 €
flèches directionnelles cycles	u	20	10.00 €	200.00 €
TOTAL HT PISTES CYCLABLES				27 124.55 €
TOTAL TTC PISTES CYCLABLES				32 440.96 €

Et de solliciter l'attribution de la subvention correspondante auprès du Conseil Général.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

11-208) TARIFS DU SERVICE DE L'EAU – EXERCICE 2012

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe au cadre de vie et à l'environnement

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que, dans la perspective des prochaines facturations, la Ville doit communiquer à la société fermière les tarifs du service de l'eau, applicables pour l'année 2012.

Suite à la commission cadre de vie et environnement réunie le 28 novembre 2011, il sera proposé au Conseil Municipal de ne pas augmenter les tarifs pour l'année 2012 qui se décomposent de la façon suivante :

	Tarifs 2011	Tarifs 2012
Part fixe au semestre H.T.	21.706	21.706
Redevance au M3 H.T.		
De 1 à 200 m3	0.484	0.484
De 201 à 500 m3	0.393	0.393
Plus de 500 m3	0.357	0.357

Entendu l'exposé de Madame GINGAT et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE le maintien des tarifs tels que proposés ci-dessus.

11-209) TARIFS DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT – EXERCICE 2012

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe au cadre de vie et à l'environnement

Il sera exposé au Conseil Municipal que dans la perspective des prochaines facturations, la Ville doit communiquer à la société fermière les tarifs du service de l'assainissement, applicables pour l'année 2012.

Suite à la commission cadre de vie et environnement réunie le 28 novembre 2011, il sera proposé au Conseil Municipal de ne pas augmenter les tarifs pour l'année 2012 qui se décomposent de la façon suivante :

	Tarifs 2011	Tarifs 2012
Part fixe au semestre H.T.	6.927	6.927
Redevance au M3 H.T.	1.141	1.141

Entendu l'exposé de Madame GINGAT et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE le maintien des tarifs tels que proposés ci-dessus.

11-210) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 1er au 29 Novembre 2011** et à ce titre ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
Rénovation partielle de l'espace Malouas OPC	CD Ingénierie - Miniac Morvan Arcoos - Thorigné Fouillard Intéco - Rezé (44)	3 500.00 € 4 889.00 € Non répondu	4 186.00 € 5 847.24 € Non répondu
Rénovation partielle de l'espace Malouas SPS	IPAC Conseil - Pacé Apave - Saint Malo Véritas - Rennes Dekra - Vern sur Seiche	1 395.00 € 1 725.00 € 1 575.00 € 2 800.00 €	1 668.42 € 2 063.10 € 1 883.70 € 3 348.80 €
Rénovation partielle de l'espace Malouas Contrôle Technique	Véritas - Rennes Dekra – Vern sur Seiche Apave – Saint Malo	2 210.00 € 2 800.00 € 2 985.00 €	2 643.16 € 3 348.80 € 3 570.06 €
Rénovation partielle de l'espace Malouas Diag Amiante	Diag Immo Service Acetec Innax Planet Diag	209.03 € Non répondu Non répondu Non répondu	250.00 € Non répondu Non répondu Non répondu
Sécurité Incendie Maison de l'enfance et Médiathèque	Sicli – Cesson Sévigné Sécuritec – Pleumeleuc Eurofeu - Pacé	2 372.00 € 2502.16 € Non répondu	2 836.91 € 2 992.58 € Non répondu
Numérotation des lieux-dits Fourniture des plaques	Self Signal – Cesson Sévigné Signature – Cesson Sévigné	2 196.00 € 3 259.75 €	2 626.42 € 3 898.66 €
Pole Ferroviaire Honoraires pour délimitation / division / document d'arpentage	Eguimos – Combourg Letertre – Dol de Bretagne Terragone – St Jacques de la Lande D2L – Cesson Sévigné	1 630.00 € 2 170.00 € 2 878.23 € 3 034.50 €	1 949.48 € 2 595.32 € 3 442.36 € 3 629.26 €

La proposition retenue figure en gras dans le tableau ;

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

11-211) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 6^e alinéa « de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes »
- 15^e alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 17 octobre 2011 (**DIA n° 36**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AL n° 136 d'une superficie de 171 m² sise « 4, Place du Champ de Derrière » et supportant un garage.
- Décision en date du 28 octobre 2011 (**DIA n° 37**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AE numéros 551, 553, 554, 556, 558, 560 d'une superficie totale de 363 m² sises « 17, avenue de la Libération » et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 3 novembre 2011 (**DIA n° 38**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AD n° 699 et n° 55 d'une superficie totale de 334 m² sises « rue de Linon » et supportant des locaux à usage professionnel
- Décision en date du 3 novembre 2011 (**DIA n° 39**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC 738 d'une superficie de 115 m² sise « 5, Place St Gilduin » et supportant les locaux à usage d'habitation et professionnel
- Décision en date du 3 novembre 2011 (**DIA n° 40**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AO n° 54 d'une superficie de 64 m² sise « 5 bis, rue de l'Abbaye » et supportant une maison d'habitation

- Décision en date du 16 novembre 2011 (**DIA n° 41**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AH n° 188 d'une superficie de 529 m² sise « 11, rue Clair Egron » et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 16 novembre 2011 (**DIA n° 42**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AH n° 490 d'une superficie de 547 m² sise « 41, rue de Copenhague » et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 16 novembre 2011 (**DIA n° 43**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AI numéros 109, 110, 188 et 189 sises « 2, Place Joseph Hubert » et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 2011-171 en date du 3 Octobre 2011 acceptant une indemnité de sinistre de 112,00 € de la SMACL (panneau en lave émaillée – paiement différé)
- Arrêté n° 2011-172 en date du 4 Octobre 2011 acceptant une indemnité de sinistre de 666,04 € de la SMACL (candélabre endommagé rue de Malouas)
- Arrêté n° 2011-179 en date du 17 Octobre 2011 acceptant une indemnité de sinistre de 130,69 € de la SMACL (candélabre endommagé rue de Malouas – solde)

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 H 50

Après la clôture de la séance, Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal que la médiathèque ouvrira ses portes au public le samedi 10 Décembre 2011.

CONSEIL MUNICIPAL

DU 7 DECEMBRE 2011

A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

- Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- Acquisition d'un terrain bâti auprès de la SNCF – Maison du garde-barrière – Avenue de la Libération
- Création d'une salle de sport – Consultation de maîtrise d'œuvre
- Création d'une salle de sport – Consultation de maîtrise d'œuvre – concours restreint – constitution du jury
- Création d'une salle de sport – Consultation de maîtrise d'œuvre – concours restreint – constitution de la commission technique
- Renouvellement des contrats d'assurance
- Modification du Plan Local d'Urbanisme – Indemnité versée au commissaire-enquêteur – M. BOUGERIE
- Modification et révisions simplifiées du Plan Local d'Urbanisme – Indemnité versée au commissaire-enquêteur – M. COULON
- Contribution financière pour une extension du réseau public de distribution d'électricité au lieu-dit « La Magdeleine »
- Extension de l'école maternelle Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR)
- Tarifs municipaux – Année 2012
- Travaux de construction d'une Maison de l'Enfance – Avenants
- Receveur Municipal – Indemnité de conseil – Année 2011
- Travaux divers – Décision modificative n° 2
- Site de la Gentièrre
- Budget Primitif 2012 – Accueil Petite Enfance
- Contrat Enfance Jeunesse - Avenant
- Cessions de parcelles situées au lieu-dit « La Haye » entre la Ville de Combours et M. Pierrick DESCLOS
- Répartition du produit des recettes des amendes de police – Dotation 2011 – Programme 2012
- Tarifs du service de l'eau – Exercice 2012
- Tarifs du service de l'assainissement – Exercice 2012
- Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales